



Invitation presse

Le collectif “Plus jamais ça” en soutien aux emplois menacés de la papeterie Chapelle Darblay

Le vendredi 16 octobre, les huit organisations à l'origine du collectif « Plus jamais ça » (Attac France, la CGT, la Confédération paysanne, la FSU, Greenpeace France, Les Amis de la Terre, Oxfam France et l'Union syndicale Solidaires) organisent une visite et une réunion publique à la papeterie de La Chapelle Darblay (Seine-Maritime) avec les salarié-es.

Ce site industriel pourtant rentable (16 millions € de bénéfices en 2019) est actuellement à l'arrêt, avec 218 emplois directs menacés, alors qu'il est porteur d'un projet d'avenir au niveau social et écologique. La disparition de cette papeterie, la dernière à fournir du papier graphique 100 % recyclé en France, entraînerait dans sa chute plus de 600 entreprises extérieures qui participent d'amont en aval au tri, au recyclage et à la fabrication du papier.

Nous vous donnons rendez-vous le 16 octobre à 14h à l'entrée de la papeterie

La Chapelle Darblay, 1 rue de la Papeterie, Grand-Couronne (76)

Pour le collectif Plus jamais ça, il est urgent de soutenir sur le terrain des initiatives qui permettent de protéger l'emploi tout en protégeant l'environnement et lutter contre les délocalisations. La papeterie de Chapelle Darblay fournissait environ 25% des besoins des imprimeries françaises en papier journal. Ces dernières vont devoir s'approvisionner à l'étranger alors que La Chapelle Darblay a la capacité d'approvisionner l'ensemble des besoins nationaux.

Le gouvernement distribue des milliards pour sauver des entreprises et prône l'urgence de relocaliser les industries mais le groupe UPM, propriétaire du site, a choisi de délocaliser la production en Uruguay, pour maximiser ses profits, en dépit de toute considération sociale et environnementale. L'entreprise se désintéresse de l'avenir du site industriel et de celui des salariés.

En amont de cette visite, les huit organisations du collectif Plus jamais ça ont interpellé par courrier* le Premier ministre, la ministre de la Transition écologique et le ministre de l'Economie et des finances pour les mettre face à leurs responsabilités et leur demander de joindre les promesses aux actes : empêcher les délocalisations et défendre des projets industriels qui conjuguent enjeux sociétaux et environnementaux.

Infos pratiques :

Rendez-vous le 16 octobre à 14h à Chapelle Darblay
1 Rue de la Papeterie, 76530 Grand-Couronne

Programme :

14h / 15h : visite de l'usine (fabrication du papier journal et chaudière à biomasse)

15h / 16h30 : débat public sur l'avenir du site et la nécessité de protéger les emplois en investissant dans des modèles industriels écologiquement soutenables sur nos territoires

en présence du public, d'élu-es et de salarié-es de la papeterie
et de Khaled Gaiji (Les Amis de la Terre France), Aurélie Trouvé (Attac), Philippe Martinez (CGT), Nicolas Girod (Confédération paysanne), Benoit Teste (FSU), Jean-François Julliard (Greenpeace France), Cécile Duflot (Oxfam France), Murielle Guilbert et Simon Duteil (Union syndicale Solidaires)

La Chapelle Darblay est une papeterie implantée sur le territoire rouennais depuis plus de 90 ans. Pionnière dans le recyclage et l'économie circulaire, elle est la seule et dernière papeterie à fabriquer du papier journal qu'elle fournit à des groupes de presse en France et à l'international. Symbole d'une industrie d'avenir, elle fabrique le papier journal à partir du recyclage des papiers usagés grâce à la collecte organisée auprès de plus de 200 collectivités locales (environ 350 000 tonnes par an), sa disparition serait un non-sens économique, environnemental et social pour le secteur de la presse, privé d'un fournisseur exemplaire en France. Modèle sur un plan écologique, elle dispose d'une station d'épuration, d'une chaudière à biomasse et a les moyens de diversifier sa production (carton d'emballage, de la ouate isolant thermique...).

UPM a bénéficié, en 2006, de l'appel d'offres gouvernemental pour construire sa chaudière et profiter du rachat d'électricité verte ainsi produite. Un rapport juteux pour UPM, qui a engrangé des millions d'aides publiques pour les réinvestir sur d'autres marchés porteurs aujourd'hui, au détriment de son site papetier français. UPM revend également ses quotas de CO2, en millions d'euros, sans scrupule et toujours au détriment de son site papetier.

A l'occasion de cette rencontre, les organisations lanceront une série de rencontres et débats partout en France qui se dérouleront au premier semestre 2021 et mettront en ligne un site internet pour informer sur les initiatives locales qui viendront enrichir et compléter leur plan de sortie de crise, publié en mai dernier.

Contacts presse

CGT - Elisabeth Royer 06 80 62 02 74 - presse@cgt.fr

Greenpeace France - Laurence Veyne 06 46 90 21 05 laurence.veyne@greenpeace.org

Attac - Alexis Chaussalet 06 75 44 81 62 alexis@attac.org

FSU - Laura LALARDIE 06 72 53 91 13 presse@fsu.fr

Confédération paysanne - Roberto Limentani 06 95 29 80 78 rlimentani@confederationpaysanne.fr

Solidaires - Juliette Vella 06 30 82 56 01 contact.presse@solidaires.org

Notes

* [Courrier](#) envoyé le 5 octobre par le collectif "Plus jamais ça" au Premier ministre, au ministre de l'économie et des finances et à la ministre de la Transition écologique

Le site internet du collectif Plus jamais ça lancé le 13 octobre : www.plus-jamais.org

Le collectif Plus jamais ça a publié le 26 mai dernier [un plan de sortie de crise](#) avec 34 mesures pour rompre avec la logique néolibérale et construire un monde d'après solidaire, écologique et démocratique. Près de 190 000 personnes ont également soutenu la [pétition](#) lancé par le collectif au moment de la crise Covid.